

Légitime dépense ?

L'argent que vous placez en banque contribue à faire tourner l'économie. Mais dans quel sens, vers un monde plus juste et plus durable ou au contraire, vers plus d'instabilité financière, politique et écologique ? Notre enquête sur les politiques éthiques des banques montre qu'entre leurs mains, votre argent ne partage pas toujours vos valeurs.



Il suffit de se pencher sur le rôle des banques dans la crise des subprimes aux Etats-Unis pour saisir l'importance pour ces institutions d'assumer leur responsabilité sociale. En octroyant des crédits immobiliers à haut risque à des consommateurs fragiles, elles ont généré une crise loin d'affecter les seuls ménages américains. Mais les crises ne sont pas tout. A côté de l'affolement chronique des marchés financiers globalisés, il y a aussi les réalités – et les désordres – qui se cachent derrière les milliards de transactions quotidiennes.

Fortis et KBC, par exemple, financent Total, en passe d'être plus connue pour ses liens avec la junte militaire birmane que pour le pétrole qu'elle vend. Pourtant, ces banques ont proclamé des politiques qui excluent les investissements dans les entreprises

ne respectant pas les droits humains. Si l'argent est le nerf de la guerre, les banques en sont l'épine dorsale. Les institutions qui octroient des prêts à des entreprises douteuses ou qui financent des projets controversés, ont une responsabilité dans les dégâts causés.

L'argent n'a pas d'odeur, dit-on aussi. Il a bien une mémoire, que nous avons essayé de sonder.

Politiques éthiques : comment avons-nous procédé ?

Dans un premier temps, nous avons dégagé une série de domaines ou questions délicates d'un point de vue éthique, et cherché à savoir si les banques avaient établi des politiques à leur sujet :

- Quelle est leur position à l'égard des droits de l'homme, du droit du travail,

NOTRE ENQUÊTE

Cette enquête a été effectuée en collaboration avec un bureau d'études ainsi que des associations de consommateurs espagnole, italienne et portugaise. En tout, l'éthique de 23 banques a été passée au crible. Nous ne discutons ici que de celles présentes en Belgique : Argenta, la Banque de La Poste, Dexia, Fortis, ING, KBC et la banque éthique Triodos.

Cette enquête ne porte pas sur les produits estampillés éthiques, mais bien sur toute l'offre des banques et sur leur éthique générale : à côté des politiques destinées à gérer l'impact écologique et social de leurs activités, nous nous sommes penchés sur leur politique fiscale, leurs règles de bonne gouvernance (respect des actionnaires minoritaires, information des actionnaires et fonctionnement du Conseil d'administration) et leur transparence. Les institutions sont jugées en fonction de la «meilleure pratique», basée sur les standards établis par ou pour l'industrie financière.

La place nous manque pour présenter tous ces résultats. Dans cet article, nous avons choisi de nous concentrer sur les politiques éthiques et fiscales des banques. Pour connaître les résultats détaillés pour chacune d'entre elle, rendez-vous sur notre site internet.

Notre méthodologie se base sur la récolte et la confrontation de données (enquêtes, rapports annuels, bases de données financières, etc.) qui nous viennent des banques elles-mêmes, d'instituts de recherche, d'ONG, etc. Les banques ont toutes eu l'opportunité de réagir aux données récoltées à leur sujet. Précisons que ces informations fournissent un aperçu de la situation en août 2007. Des évolutions ne sont bien sûr pas exclues.

de la biodiversité et du réchauffement climatique ?

- Observent-elles des mesures particulières dans les secteurs de l'armement, du pétrole et du gaz, des mines, des produits chimiques, des barrages, de la pêche, des forêts ?

- Quelle est leur politique fiscale; quel cas font-elles de l'évasion fiscale ?

Ensuite, nous avons tenté de vérifier si, dans leurs activités (investissements, financement de projets, octroi de crédits aux entreprises, gestion de fonds, d'actifs,...) elles en tenaient réellement compte. Autrement dit, si elles avaient des liens financiers, à quelque niveau que ce soit, avec des entreprises ou des projets controversés.

Enfin, nous avons établi 5 fiches thématiques : droits des travailleurs, environnement, taxes et paradis fiscaux, armement, droits humains. Chacune mentionne si les banques ont édicté une politique éthique en la matière et si elles la violent en ayant des liens financiers avec des entreprises ou des projets controversés. Impossible de donner un aperçu exhaustif des lacunes des banques, nous avons donc sélectionné à chaque fois un ou plusieurs exemples parlants.

Les entreprises "blacklistées"

Toute la question est de savoir ce qu'est au juste une entreprise ou un projet controversé. Là où d'aucuns voient des violations des droits de l'homme ou des activités non durables ou nuisibles pour l'environnement, d'autres voient des questions, des liens non établis ou des allégations qui restent à prouver. Les banques s'accordent fort bien de ce flou, invoquant pour se défendre la difficulté d'identifier clairement les impacts de l'activité des entreprises et de les surveiller dans le temps. Ce qui n'est pas totalement faux. Mais pas impossible : il existe des organisations spécialisées, comme BankTrack, un réseau d'ONG chargé d'évaluer les impacts de l'activité financière privée, qui tient à jour des données sur les entreprises ou projets jugés néfastes. Le gouvernement norvégien, par exemple, gère un fonds de pension qualifié d'irréprochable sur le plan éthique. Pour guider ses choix, il tient à jour une liste d'entreprises qui ne pourront jamais composer son portefeuille. Nous nous sommes d'ailleurs

L'INVESTISSEMENT ÉTHIQUE, UNE INVENTION AMÉRICAINE

L'ISR ou l'Investissement socialement responsable est né aux Etats-Unis dans les années 60, avec le boycott citoyen de l'entreprise qui produisait le gaz napalm utilisé au Vietnam. A partir de ce moment, de nombreuses fondations et universités commencent à s'interroger sur les finalités de leurs placements. Aujourd'hui, de plus en plus de banques proposent des fonds éthiques constitués d'entreprises respectant une série de critères sociaux, environnementaux et économiques plus ou moins restrictifs. Avec le Royaume-Uni, la Suède et la France, la Belgique joue un rôle majeur dans le marché européen de l'ISR. Ensemble, ces 4 pays représentaient 64,4 % des fonds disponibles en Europe en 2004 (Source : Siri group). Le marché éthique belge est né en 1984. Principalement composé de produits d'épargne, il faut attendre 1997 pour que les fonds et sicav éthiques commencent à rencontrer leur public. Aujourd'hui, ceux-ci représentent 87 % de l'ISR en Belgique. Le marché des fonds et sicav éthiques est dominé par KBC (44 % de parts de marché) et Dexia (29 %).

basés sur cette liste, ainsi que sur les données récoltées par BankTrack, pour contrôler les investissements des banques étudiées.

Des politiques vagues, limitées et... non respectées

Les principes d'Equateur sont les standards les plus répandus dans le secteur financier. Les banques qui y souscrivent s'engagent à ne pas financer de projets comportant des risques sociaux et environnementaux considérés. Mais les critères d'exclusion manquent quelque peu d'ambition. Et surtout, il ne s'agit que de financement direct de projet (barrage, pipeline par ex.). Les prêts aux entreprises et les prises de participation (y compris via la gestion de fonds et sicav) pour compte propre ou pour des clients en sont exclus, or il s'agit là d'une grande partie de leurs activités. C'est d'autant plus regrettable qu'il est difficile pour l'observateur extérieur de faire le tri entre les actions détenues par une banque pour son propre patrimoine et celles qu'elle détient en gestion pour des clients (et qui restent a priori soumises à la volonté de ces derniers). KBC, Dexia, Fortis et ING adhèrent au Principes d'Equateur. D'après nos recherches, les banques étudiées ont aussi édicté des codes de conduites dans plusieurs domaines et secteurs cités plus haut, mais ils pechent par les mêmes faiblesses que les Principes : elles sont généralement vagues et ne couvrent pas toutes leurs activités. La situation est particulièrement fâ-

cheuse dans les domaines des droits de l'homme et des droits du travail, qui comptent justement parmi les plus importants qu'une institution financière devrait développer.

Qui plus est : dans au moins un domaine ou secteur, Fortis, KBC et ING sont en contradiction avec leurs politiques (voir fiches p. suivantes). Et ceci, même si on se limite aux crédits et financements de projet, des services pour lesquels les banques ne peuvent contester leur responsabilité. Dexia constitue l'exemple typique des politiques au champ d'application très limité. Ainsi, elle s'interdit d'octroyer des crédits à des entreprises qui ne respectent pas les droits des travailleurs, comme Wal-Mart, mais elle ne s'empêche pas d'en acquérir des actions pour les clients dont elle gère les actifs. De même, si elle trouve intéressant de prendre des parts, toujours pour ses clients, dans une entreprise proche du régime birman par exemple, rien ne lui interdit de le faire. Quant à Argenta et la Banque de La Poste, elles n'ont, à notre connaissance, pas édicté la moindre règle éthique !

Triodos, vraiment la plus éthique

C'était couru d'avance : Triodos, la banque éthique d'origine néerlandaise, se distingue par ses bonnes pratiques. Ses politiques s'alignent sur les standards les plus exigeants et nous n'avons détecté aucun investissement contradictoire.

Parmi les banques classiques, ING a

quelques longueurs d'avance, car elle a développé des politiques dans de nombreux secteurs. C'est vrai que nos recherches montrent qu'elle ne les respecte pas toutes, mais c'est un début honorable. Dexia, Fortis et KBC forment le peloton et les grandes dernières sont Argenta et la Banque de La Poste, qui est la seule à ne pas

avoir répondu à notre questionnaire. En plus, elle ne dévoile aucune information sur ses investissements. Ses clients n'ont donc aucun moyen de savoir ce qu'il advient de leur argent. Cette banque est pourtant partenaire de Fortis. Elle pourrait donc au moins s'aligner sur cette dernière. ▲

LES FICHES SUIVANTES DONNENT UN APERÇU NON EXHAUSTIF DES LIENS FINANCIERS QUE NOUS AVONS DÉTECTÉS ENTRE LES BANQUES ET LES ENTREPRISES ET PROJETS CONTROVERSÉS. RAPPELONS QUE SI LA BANQUE DE LA POSTE NE S'Y RETROUVE PAS, C'EST PARCE QU'ELLE FAIT PREUVE D'UN MANQUE TOTAL DE TRANSPARENCE EN NE DÉVOILANT AUCUNE INFORMATION SUR SES ACTIVITÉS.

RESPECT DES DROITS DES TRAVAILLEURS

Salaires dérisoires, entraves à la liberté syndicale, discriminations... Wal-Mart, le géant américain de la grande distribution, est connu pour les conditions de travail déplorables qu'il impose à ses employés, mais aussi à ses fournisseurs partout dans le monde. La chaîne de supermarchés a ainsi été reconnue coupable de violations de plusieurs conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Avant d'investir dans une entreprise, une banque socialement responsable devrait s'assurer qu'elle respecte ces conventions de base.



Actions Wal-Mart

Argenta	KBC, Dexia	ING	Triodos

ENVIRONNEMENT

La plupart des banques ont proclamé des politiques relatives au respect de l'environnement, que ce soit en matière de lutte contre le réchauffement climatique ou pour le maintien de la biodiversité. Elles s'articulent généralement autour de trois axes : les efforts pour diminuer leurs propres impacts environnementaux, l'engagement à s'impliquer davantage dans le secteur des énergies renouvelables et la promesse de ne pas financer de projets nuisibles, qui comportent des risques sociaux et/ou environnementaux tels qu'ils ne devraient jamais voir le jour. Pourtant, certaines banques belges sont impliquées dans deux projets extrêmement dommageables pour l'environnement et les populations locales (voir ci-dessous).



Exploitation minière en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Centrale hydraulique au Laos

Argenta		ING	Dexia Triodos
Argenta		ING, Fortis, KBC	Dexia Triodos



www.test-achats.be

Vous voulez connaître toutes les conclusions de notre enquête, banque par banque ? Des fiches détaillées vous attendent sur notre site. N'hésitez pas non plus à donner votre avis sur notre forum.



La banque n'a pas de politique dans ce domaine.



Le service financier sort du champ de la politique de la banque (gestion d'actifs pour le compte de clients, par ex.).



La banque viole sa propre politique.



La banque a édicté une politique qu'elle respecte. Aucun service financier controversé détecté.

TAXES ET PARADIS FISCAUX

A travers leurs filiales dans les paradis fiscaux, les banques ont la capacité de faciliter, voire de participer à des pratiques d'évasion ou de fraude fiscale. Il se trouve que le secret qui entoure la politique fiscale des banques est tel, que le seul indicateur de leur posture est justement le nombre de filiales dans ces paradis offshore. Cette présence ne signifie bien sûr pas que les banques se rendent d'office coupables ou complices d'activités frauduleuses. Mais le doute plane. KBC est la seule à avoir une politique à ce sujet, affirmant qu'elle s'engage à respecter l'esprit des lois en matière de taxation. D'après nous, sa présence dans les paradis fiscaux contredit quelque peu cette déclaration.

NOMBRE DE FILIALES DANS LES PARADIS FISCAUX

Fortis	410
Dexia	49
KBC Group	33
ING Group	16
Triodos	0
Banque de la Poste	0
Argenta	0



INDUSTRIE DE L'ARMEMENT

L'interdiction légale, depuis mars 2007, pour les entreprises belges d'investir dans les mines antipersonnel et les sous-munitions a fait des banques belges des pionnières en la matière. La plupart ont édicté des politiques interdisant d'offrir des services financiers aux fabricants d'armes. Toutefois, il se peut qu'elles acquièrent des parts dans ces entreprises pour le compte de clients dont elles gèrent les actifs.

Le problème, c'est qu'avec les données

disponibles, il est presque impossible de s'assurer que ces actions appartiennent réellement à des clients et non à la banque.



DROITS HUMAINS ET RÉGIMES CONTROVERSÉS

Dans les pays comme la Birmanie, le Soudan ou l'Angola, les investissements ne profitent pas aux populations, mais aux régimes en place : la junte militaire birmane, connue pour ses pratiques de répression violente ; le gouvernement soudanais, accusé par la communauté internationale de laisser se dérouler un génocide envers les populations du Darfour ; et le régime angolais, qui compte parmi les plus corrompus au monde. Ces pays riches en pétrole ou en minerais comptent de nombreuses entreprises étrangères, souvent amenées à collaborer avec les autorités pour exercer leurs activités (entre autres : Total, Chevron, Pertochina, Sinopec, Sonangol, China National Offshore Oil Corporation...).

Une position éthique consisterait à refuser de soutenir ces régimes, même indirectement, et mieux encore, à faire pression sur les gouvernements par une politique de désengagement financier. En septembre 2007, l'Union Européenne a d'ailleurs proclamé un embargo sur les investissements dans l'industrie extractive en Birmanie, suite à la violente répression du mouvement contestataire emmené par les moines birmans.

Actions dans des entreprises controversées actives en Birmanie



Argenta

Dexia

KBC, ING,
Fortis

Triodos

Actions dans des entreprises controversées actives en Angola

Argenta

ING

Triodos

Actions dans des entreprises controversées actives au Soudan

Dexia

KBC, ING,
Fortis

Triodos

Financement de projet controversé : plate-forme pétrolière maritime en Angola

Argenta

KBC, ING

Triodos

Les clients méritent une meilleure information

Ainsi va le monde, pas de fabricants de mines antipersonnel sans banques pour les financer. Ni blanchiment d'argent sans quelqu'un pour lessiver. Et sans la contribution des banques, pas de construction de barrages qui mettent des peuples ou la biodiversité en péril. Sans oublier ces entreprises ou ces États qui bafouent les droits de l'homme et qui auraient tôt fait de mettre la clé sous le paillason si elles ne rencontraient pas le soutien financier des banques...

Les politiques éthiques de nombreuses banques sont encore trop timides et restreintes à des activités peu significatives (ex. financement de projets). Les "Principes d'Equateur" constituent une avancée positive, mais comportent d'importantes lacunes. Les banques devraient souscrire à une version améliorée, surtout en matière de droits de l'homme et de réchauffement climatique; et les appliquer à toutes leurs activités.

Et même si elles ont des principes, leur manque de transparence ne permet pas de vérifier

si elles les respectent : l'information sur l'actionnariat direct dans des secteurs et entreprises controversés est inaccessible au grand public, et les banques sont très réticentes à répondre ou confirmer les informations que nous avons pu rassembler. Indépendamment du jugement qu'ils pourraient faire sur les choix de leur banque, les consommateurs ont le droit de savoir ce qu'elles font de leur argent. Et celles-ci ne peuvent pas d'un côté jouer la carte de la transparence totale dans leur offre éthique, mais ne rien dévoiler lorsqu'elles flirtent avec le pire. C'est pourquoi nous plaidons pour la création d'un fichier régulièrement mis à jour contenant les investissements directs et indirects des banques, leurs prêts et leurs financements, à partir de 10 millions d'euros, dès lors que ceux-ci bénéficient à des entreprises ou projets sensibles d'un point de vue éthique. La Commission européenne pourrait se charger d'établir la liste des entreprises et projets controversés sur base des normes éthiques internationales adoptées par les pays membres. Le contrôle et la vérification des investissements sensibles seraient effectués par les instances nationales compétentes (Banque Centrale ou Commission bancaire). Et bien sûr, le résultat de ces contrôles devrait être rendu public.

Concrètement, si vous êtes sensible à toutes ces questions, c'est chez Triodos qu'il faut placer votre épargne. Notre enquête montre que les 6 autres banques n'offrent pas les garanties suffisantes, même si elles ne sont pas toutes à mettre dans le même sac. L'éthique et le profit ne sont pas incompatibles. Et ils le seront de moins en moins, si telle est la volonté d'un grand nombre de clients.

L. Buelens et C. Rousseau

PLUS D'INFO

- ▶ Les produits d'épargne et d'investissement éthiques, B&D 192 de mai/juin 2007.
- ▶ Réseau Financement Alternatif : <http://www.rfa.be/>
- ▶ Netwerk Vlaanderen (site bilingue, ce réseau effectue chaque année une enquête sur les actifs douteux de certaines banques) : <http://www.netwerkvlaanderen.be/fr/>.
- ▶ Sicav éthiques, corporate governance,... ces termes vous échappent ? Vous trouverez un lexique financier très complet sur le site de budget Hebdo : www.budget-net.com